

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Et l'Europe de l'Est, Monsieur Marchais ?

**P**AS un jour ne passe sans que les dirigeants du PCF ne dénoncent la « vassalisation » de la France et l'« hégémonie germano-américaine » en Europe de l'Ouest. Mais... et l'Europe de l'Est, Monsieur Marchais, qu'en dites-vous ?

Chacun sait que l'Union soviétique a un poids énorme — ne serait-ce que géographique — au sein du Comecon, le Marché commun des pays de l'Est, dont elle est membre à part entière. (Alors que les USA ne font pas partie du Marché commun).

Chacun sait aussi que la domination de l'URSS en Europe de l'Est n'est ni une illusion, ni un mythe. C'est une réalité !

A preuve la présence de forts contingents de troupes soviétiques dans tous ces pays, Roumanie exceptée. A preuve la présence bien significative de l'ambassadeur soviétique aux côtés des plus hauts dirigeants de ces pays, lors des manifestations officielles. A preuve le fait que c'est toujours un Soviétique qui est chef d'état-major du Pacte de Varsovie, l'organisation militaire des pays de l'Est. A preuve le pillage auquel l'URSS se livre en Europe de l'Est sous couvert de « division internationale socialiste du travail » !

Un simple exemple : selon des accords signés en 1974, la Pologne doit construire en URSS 558 kilomètres de gazoducs et 900 kilomètres d'oléoducs, et aussi fournir la main-d'œuvre nécessaire à la réalisation de ces ouvrages — en échange de quoi l'URSS livrera un peu de gaz et de pétrole à la Pologne. Pas d'accord ? — Pas de pétrole !

N'est-ce pas de l'hégémonisme à l'état pur ?

N'est-ce pas aussi de l'hégémonisme quand l'URSS oblige des pays comme la Bulgarie à se « spécialiser » dans l'agriculture et à dépendre par conséquent de l'URSS pour tous ses équipements industriels ?

Messieurs Marchais, pourquoi faites-vous le silence là-dessus ?

Vous qui avez tant à la bouche les mots d'« indépendance » et de « souveraineté », pourquoi ne dites-vous plus rien sur l'occupation soviétique en Tchécoslovaquie — alors que le PCF avait pourtant désapprouvé cette intervention en 1968, conformément aux opinions de l'immense majorité de ses membres et sympathisants ?

N'est-ce pas, pourtant, un exemple flagrant de violation de souveraineté, de « vassalisation » ?

Pourquoi, Monsieur Marchais, ne répondez-vous pas à l'attente des travailleurs de France, adhérents du PCF compris, et n'apportez-vous pas votre soutien à ceux qui luttent en Tchécoslovaquie pour l'indépendance de leur pays et que le gouvernement de Prague met en prison, comme Jaroslav Sabata, ancien dirigeant du parti ?

Pourquoi ne soufflez-vous mot de la ferme lutte de la Roumanie pour la défense de l'indépendance face à l'URSS ?

C'est pourtant grâce à l'opposition du Parti communiste de Roumanie qu'a échoué, en 1964 et en 1978, le projet soviétique d'instaurer un « directeur exécutif » des pays de l'Est, qui aurait permis à l'URSS d'avoir une assise juridique et politique supranationale plus commode pour sa domination.

Alors, Monsieur Marchais, pourquoi taisez-vous tout cela ? Pourquoi inventez-vous ici, une « domination germano-américaine » et n'avez-vous pas une parole critique pour celle, bien réelle, de l'URSS en Europe de l'Est ?

Jean SCHUBERT

# L'Assemblée vote l'expulsion des immigrés

*Nouvelle loi sur l'immigration, répression contre les manifestants, agressions... Mobilisons-nous contre les atteintes aux libertés.*

*Manifestation jeudi à Paris Voir page 3*

## DERNIERE MINUTE

**L**ES CRS sont intervenus mercredi matin de bonne heure aux foyers de Nanterre-Sorbières et Nanterre-Primevères pour en expulser les

résidents. A l'heure où nous écrivons, ils vidaient les chambres et fermaient les portes à clef, collant dessus une étiquette mentionnant « fermée sur ordre de Monsieur... huissier ». Nous reviendrons demain sur cette nouvelle expulsion scandaleuse.

## STAGES BARRE III

# Sous-emploi pour des jeunes sous-payés

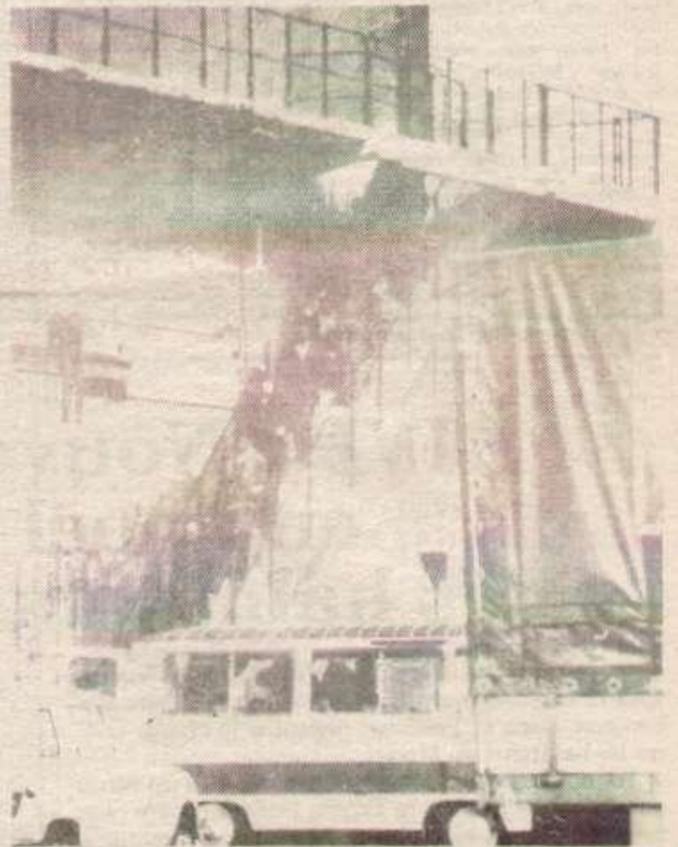
**M**ERCREDI 30 mai, le Conseil des ministres examine les grandes orientations du troisième pacte national pour l'emploi. Il semble être le compromis entre les énormes avantages — pour les patrons — offerts par le premier pacte et les quelques restrictions du second.

Les patrons attendent beaucoup de ce troisième pacte. Il faut dire que le gibier est d'importance : 600 000 jeunes de moins de 26 ans et, dès le 1er juillet, cette très particulière chasse sera ouverte. Jugeons des possibilités de profits des patrons :

— Coût de l'opération : 4 milliards pour la seule période de juillet 1979 à juillet 1980, pa-

yés par l'Etat ! Exonérations des charges sociales à 100 % pour toute embauche d'apprenti, pour l'embauche proprement dite de stagiaires Barre, les patrons seront exonérés à 50 % de leurs charges sociales.

Le Conseil des ministres doit porter, paraît-il, sur les modalités à apporter pour que les patrons transforment ces 400 000 stagiaires en embauchés définitifs. On peut attendre les fruits des « cogitations ministérielles » mais on peut déposer aussi nos illusions au vestiaire. Ni le premier, ni le second pacte ne seront conclus par une embauche de stagiaires et encore moins par une résorption du chômage des jeunes.



La prison d'Arenc, l'arbitraire légalisé.

## Arrestations à la manifestation du MRAP

**L**ORS de la manifestation organisée par le MRAP et SOS-Re-foulement mardi soir devant l'Assemblée nationale, cinq personnes ont été arrêtées vers 18 h. Quatre étaient relâchées. Mercredi matin, la cinquième était tou-

jours détenue semble-t-il. Mercredi matin, la police observait sur le sort de ce camarade le silence le plus total prétendant ignorer ce qu'il était devenu. Il s'agit du responsable de l'Association des Marocains en France. Nous exigeons sa libération.

## XXIIIe CONGRES DU PCF

# Premières réflexions (7)

Jacques Jurquet

Voir page 6

CHATEAU-DU-LOIR (SARTHE)

Contre le démantèlement de la SNCF

Un pas vers l'unité de tous les gens concernés

Correspondant régional pays de Loire

LES syndicats CGT, CFDT et FGAAC de cheminots s'étaient donné rendez-vous le 18 mai à Château-du-Loir (Sarthe) afin d'informer les maires et conseillers municipaux du secteur sur les conséquences du démantèlement de la SNCF.

D'abord, la CGT, par la voix de son secrétaire départemental Roland Rondeau, fit le point sur la tactique de la SNCF qui ne donne que « des informations vagues et changeantes pour tenir à l'écart les personnels, usagers et cheminots ». « La restructuration sur la Sarthe ne garderait que sept gares sur cinquante-six. Cela favoriserait les gros usagers au détriment des petits. D'autre part, elle aboutirait à une baisse d'effectifs et à une économie sabrée dans les zones non desservies ».

Ensuite, la CFDT rappelle que « la politique du pouvoir visant à rentabiliser la SNCF amenait celui-ci à sacrifier le service public ». La CFDT insiste sur le fait que ce que la SNCF déclare être une « expérience » est irréver-

sible. Quant l'école, la gare s'en vont, c'est la commune qui s'en va.

La FGAAC insista sur le fait que la restructuration entraînait la limitation du matériel et par là-même une diminution d'effectifs, en particulier chez les agents de conduite.

DE NOMBREUSES QUESTIONS

Quelles gares seront délaissées? Toutes les petites gares sont menacées de suppression mais les grosses risquent de connaître une réduction de trafic, en particulier omnibus.

Quelles lignes voyageurs seront supprimées? Quand on s'appelle la SNCF et qu'on n'a pas le courage de ses idées, qu'on n'ose pas supprimer une ligne de voyageurs de crainte de la colère du public, on laisse ces lignes à la charge des départements qui n'auront pas les moyens de supporter ces dépenses et qui prendront la décision de fermer ces lignes.

Ce qui revient, dans certains cas, à faire appliquer sa politique par ceux-là même qui veulent la combattre.

Combien de suppressions d'emplois sont prévues? Sur Château-du-Loir, une des

sept gares multifonctions de la Sarthe, trois suppressions sont prévues. Pour les gardes-barrières, le nombre s'élève à trente-six et comme ils le rappelaient « non seulement, nous sommes menacés dans notre emploi mais aussi dans notre logement car les maisons de garde doivent être détruites ».

Sur toute la zone diffuse de Château-du-Loir (25 km autour), ce sont plusieurs dizaines de cheminots en moins. Rentabilité et anarchie semblent être les deux mamelles de la SNCF.

Des participants révélèrent avec indignation l'incohérence du pouvoir, telle cette femme conseillère municipale de Vaas: « Pourquoi a-t-on supprimé le ramassage scolaire par train pour le remplacer par le car? ».

Un cheminot rappela que « quand on a supprimé la ligne Château-Courtalain, on a commencé par supprimer les trains du soir et du matin, c'est-à-dire ceux qui étaient les plus fréquentés par les gens qui allaient au travail ».

Ensuite, on a déclaré que la ligne n'était pas rentable. Et histoire de faire des économies d'énergie, par quoi a-t-on remplacé les trains? Des cars, vous l'avez deviné.

Un paysan expliqua que s'il prenait l'engrais à la gare de son village, il gagnait 1,20 F par sac et que bientôt la gare multifonctions serait trop loin pour y aller en tracteur, qu'il se verrait contraint de passer par un transporteur.

COMMENT MOBILISER ?

Nous sommes tous vaincus mais en 1970, quand ils ont supprimé des lignes, nous n'avons pas pu nous y opposer.

Face à la gravité de la situation, CGT, CFDT, FGAAC et participants étaient unanimes pour dire qu'il fallait mener l'action avec tous les gens concernés, parents d'élèves, usagers, cheminots, gardes-barrières, syndicats paysans et ouvriers, associations diverses...

L'unité la plus large est nécessaire pour imposer que la SNCF soit à notre service et que les travailleurs conservent leur emploi.

Une réunion ouverte à tous se tiendra le 25 juin à 20 h 30, salle des fêtes de Château-du-Loir.

D'ici là, au travail pour expliquer, mobiliser, refaire l'unité combattante qui fait tant défaut.

SOUTIEN AUX EMPRISONNES CORSES

L'hystérie de la répression

LE 19 mai, il y a encore eu plus d'une quinzaine d'arrestations dans la région de Porto Vecchio. Ceci dans le cadre de la dite « opération anti-FLNC ».

L'opération policière a menée à la découverte dans le maquis d'une imprimerie clandestine du FLNC. Elle a été suivie de perquisitions chez les personnes arrêtées. Cinq personnes ont été transférées à Paris le 25 mai.

Selon certains témoignages, la police, toujours prête à rendre service à ses maîtres au pouvoir, utiliserait en plus des procédés irréguliers.

Ainsi, par exemple, dans la nuit du 23 au 24 mai, un jeune de 17 ans a été purement et simplement enlevé du domicile de ses parents en leur absence. Il a été interrogé sans qu'un adulte puisse, en qualité de témoin, être à ses côtés.

Deux autres personnes sont également déferées devant le juge d'instruction de la Cour de sûreté de l'Etat, il s'agit de Paul Beretti et de Michel Pani. Il y aurait donc maintenant 43 inculpés.

D'autre part, plusieurs autres « interpellations » ont encore eu lieu depuis.

le Cap Corse, étant revenu chez lui depuis un an après avoir été longtemps dans la région parisienne.

On pourrait donc s'étonner d'une telle arrestation dans ce que Giscard appelle une démocratie libérale avancée. « Pourquoi? », demande son épouse. « Est-ce parce que depuis plusieurs mois, il a travaillé à faire revivre son pays? Cela gênerait-il certains? A moins qu'il ne s'agisse de sanctionner mon mari pour ses idées qu'il a toujours défendues à visage découvert? ».

Par ailleurs, J.P. Santini fait montre aussi d'une certaine sympathie pour le marxisme-léninisme.

A noter également qu'en janvier dernier, après l'invasion du Kampuchea par les troupes vietnamiennes, il a pris fait et cause pour la défense du peuple cambodgien.

Il n'y a donc qu'une seule conclusion qui s'impose face à cette arrestation: il s'agit d'un grave délit d'opinion.

PROTESTATIONS

Bien entendu, le Parti communiste marxiste-léniniste proteste contre cette répression aveugle et soutient toutes les actions qui vont dans ce sens. Il est évident aussi que les comités de soutien aux emprisonnés s'insurgent. Tel celui de Lyon qui, dans un communiqué, « s'insurge contre les interpellations non-motivées les perquisitions sans mandat, les convocations et auditions abusives qui visent actuellement les Corses de la région lyonnaise ».

Le comité pose également la question de savoir s'il s'agit d'une mesure d'intimidation à l'égard des Corses avant l'ouverture des procès le 14 juin. Tout comme le comité antirépression de Corse, il appelle à la mobilisation, à la dénonciation de la répression et à la solidarité.

Pour sa part, le comité de Paris tiendra une conférence de presse le jeudi 31 mai à 11 heures sous l'égide de la Ligue des droits de l'homme. Elle aura lieu en liaison avec les autres comités, avec la contribution de A Riscossa et en présence d'avocats de la défense.

A Bastia, les 2 et 3 juin deux journées de solidarité sont organisées par A Riscossa.

Serge LAFORGE

\*Note: Paul Beretti vient d'être libéré.

PARIS

RIVP : Nouveau procès en appel contre des habitants du Marais

La régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP), société d'économie mixte (62 % des capitaux des banques Suez et Paribas), revient à la charge contre les habitants du Marais.

En octobre 1978, la RIVP avait essuyé un échec cuisant: elle perdait le procès intenté contre cinq familles et trois locataires membres de l'Intercomité du Marais, auxquels elle réclamait 67 millions de dommages et intérêts pour « retard de travaux et incitation à occupations illégales ».

DEPUIS octobre 1978, la RIVP faisait beaucoup moins parler d'elle. La guerre d'usage continuait bien sûr mais on n'entendait plus parler de ces attaques ouvertes sur plusieurs familles à la fois et sur des militants des comités d'habitants.

La bataille se concentrait rue du Pont Louis Philippe où les HLM jouaient la carte de la concertation de peur d'avoir à faire face à un soulèvement des habitants de la rue. Rue du Pont, la lutte continue et doit prendre des formes nouvelles pour résister aux tentatives de division des habitants de la part des HLM. Ceux-ci, jouant tantôt de la carotte et tantôt du bâton, cherchent à faire passer leur projet dont le principal résultat serait une hausse généralisée des loyers.

De son côté, la RIVP observait ce qui se passait rue du Pont. Et voilà qu'elle décide de faire appel dans le

procès des soixante-sept millions qu'elle avait lamentablement perdu.

POURQUOI UN NOUVEAU PROCES ?

Les requins de l'immobilier ne sont-ils pas encore repus? Cela fait des années que ça dure. Des dizaines de milliers d'habitants du centre de Paris sont partis en province, en banlieue. Mais la résistance des habitants du Marais, de l'îlot 16, de la rue Saint-Paul, de la rue François Miron a fortement gêné ou empêché la spéculation immobilière dans plusieurs secteurs. La RIVP a du mal à le digérer.

SPÉCULATION A PLUS GRANDE ÉCHELLE

Mais est-ce que c'est la seule raison de l'appel contre le jugement donnant droit aux habitants et aux militants de l'Intercomité du Marais? Les déclara-

tions du gouvernement éclairent d'un jour nouveau la situation dans les quartiers anciens des centres-villes. La crise du capitalisme a eu des répercussions sérieuses dans le bâtiment. D'Ornano, ministre de « L'Environnement et du Cadre de vie » (quels jolis mots pour couvrir une politique d'aménagement au service des intérêts capitalistes) a clairement défini la réhabilitation des anciens quartiers comme un axe du logement à la Giscard.

On ne rase plus. On fait des « curetages », on fait quelques travaux dans les anciens immeubles et ainsi on obtient la disparition de fait de la loi de 1948 qui protégeait les locataires du parc immobilier ancien. Les loyers sont « libérés » (c'est ça le libéralisme). Ils doublent ou triplent dans le meilleur des cas.

On ne rase plus. On fait des « curetages », on fait quelques travaux dans les anciens immeubles et ainsi on obtient la disparition de fait de la loi de 1948 qui protégeait les locataires du parc immobilier ancien. Les loyers sont « libérés » (c'est ça le libéralisme). Ils doublent ou triplent dans le meilleur des cas.

SONDAGES POUR TESTER LA RÉSISTANCE DES HABITANTS

C'est ça la solution de Giscard-D'Ornano à la crise dans le bâtiment: « Exportez ou sinon rabattez-vous sur les quartiers anciens, il y a là encore de gros profits à faire ».

Mais les promoteurs, publics ou privés sont sceptiques. Ils ont peur de s'affronter à une profonde ré-

volte populaire. Alors les promoteurs et ici dans le Marais, la RIVP, font des sondages pour tester la résistance des habitants.

En faisant appel, la RIVP veut s'assurer de deux choses:

- 1) Que la justice lui sera moins défavorable (on encourage ou pas les profits dans la réhabilitation). 2) (Et corollaire du premier) Que la guerre d'usage a affaibli les habitants et les comités d'habitants.

Le calcul ne serait pas mauvais... Mais il ne tient compte que d'un élément: en attaquant à nouveau de front habitants et Intercomité du Marais, la RIVP s'expose à voir ressurgir devant elle une large mobilisation et une combativité nouvelle, à la mesure des projets du gouvernement et des banques sur les centres anciens.

La RIVP devrait comprendre que si elle n'a pas vu, ces derniers temps, des milliers d'affiches et des manifestations contre elle, c'est parce qu'elle laissait tranquille les habitants encore en place.

En revenant à l'assaut, elle verra que tous les habitants du Marais ne l'ont pas oubliée, qu'ils sauront lui répondre et qu'ils sauront faire jouer la solidarité de toutes les luttes sur le logement.

Section Paris-centre du PCML.

SOUSCRIPTION

40 millions pour fin juin

C'est la somme qui nous est nécessaire. Pensez à souscrire et aussi à faire remonter vos règlements

# DANS L'ACTUALITE

## Solmer : intensification de la lutte

**M**ARDI 29 à 13 h, assemblée générale : il y a 2 000 travailleurs qui écoutent le compte rendu de la réunion de la veille avec les patrons et l'analyse qu'en font les syndicats : rien de bien nouveau par rapport à la réunion du vendredi 25 (Voir HR No 1 100).

La direction ne veut rien lâcher et tente toujours ses manœuvres : lundi elle a fait parvenir aux travailleurs leurs fiches de paie mensuelles espérant ainsi les prendre à la gorge. En effet, du fait du lock-out, le salaire se chiffre pour la plupart à zéro et pour d'autres à 50 F, 100 F ou 200 F.

La colère des travailleurs est très grande lorsque un délégué annonce cette manœuvre. Une action est alors proposée : l'intersyndicale a mis au point, dans le plus grand secret, l'occupation de la gare de Miramas (gare voyageurs, centre de triage marchandises, dépôt de locomotives).

A 14 h 30, l'effet de surprise est total : entre 500 et 1 000 travailleurs bloquent tout trafic en occupant les voies. A 15 h, les CRS arrivent aux abords du dépôt.

Le maire de la ville (Torand, du PCF) tente alors de s'imposer pour faire comprendre aux travailleurs que s'ils dégagent les voies, les CRS n'interviendront pas. Ce sont des huées qui accueillent ces propositions : « Nous sommes venus pour occuper, ce ne sont pas les CRS qui vont nous empêcher ». Telle est la réflexion unanime des travailleurs qui ramassent alors des pierres du ballast et des tire-fonds (grosses vis en fer qui fixent les rails) et qui, les frappant les uns contre les autres en cadence, font un bruit impressionnant. Surtout pour les CRS. A 15 h 30, les CRS pénètrent dans le dépôt : les cheminots décrètent aussitôt la grève.

Les flics s'arrêtent : le maire, aux côtés de leur chef, tente une nouvelle intervention mais n'en a pas le temps : il reçoit une première pierre d'un jet fourni qui fait reculer les

CRS. Les grenades lacrymogènes pleuvent alors, les ouvriers se replient en bon ordre le long des voies sur la gare elle-même à environ un kilomètre.

On voit alors des militants du PCF s'interposer entre CRS et ouvriers et intimement l'ordre aux ouvriers de s'en aller : des discussions s'engagent alors mais les voies restent occupées et, à nouveau, les CRS reçoivent une volée de pierres.

Nouvelle charge, nouveau repli en bon ordre des travailleurs qui restent dans la cour de la gare. A ce moment, il est 17 h, la population s'assemble aux alentours conspuant les flics. Ceux-ci ripostent par des tirs tendus de grenades soulevant la colère de toutes les personnes présentes.

Le trafic est toujours interrompu et le sera jusqu'à 18 h 30 : de nombreux trains marchandises et voyageurs sont bloqués pendant 4 h et le Mistral pendant 2 h. Le premier train qui se présente est bloqué en gare par un manifestant qui a vidé l'air actionnant les freins des wagons.

En perturbant le trafic ferroviaire de la région et son économie pendant plusieurs heures, les ouvriers frappent les patrons à leur point sensible : à la caisse. Ils ne se sont pas laissés impressionner par les défenseurs casqués de l'ordre bourgeois.

Comme à Denain et à Longwy, souvent pris en exemple au cours de cette action, ils ont répliqué par une juste violence de masse et de classe à la violence des CRS, dont on voit bien ici qu'ils sont l'instrument des bourgeois, pour faire payer la crise au peuple. Quant à Torand, le maire PCF de la ville, comme Poreu, le maire PCF de Longwy, de quel côté s'est-il retrouvé dans les faits ? Les militants du PCF qui ont essayé de dire aux ouvriers de partir, n'ont certainement pas à suivre l'exemple de ces maires. Le devoir de tout communiste n'a jamais été d'essayer de faire le tampon entre les ouvriers et les CRS mais bien d'être au coude à coude avec les grévistes, à plus forte raison quand ceux-ci se battent.

### ARSENAL DE BREST

## Les travailleurs affrontent la police

**A**PRES la journée de mardi, les ouvriers des arsenaux doivent faire grève à nouveau jeudi. A Brest, la grève de mardi a été marquée par de violents affrontements avec les gardes mobiles. Les ouvriers ont voulu rencontrer le directeur de la DCAN pour qu'il transmette un téléx au ministre, lui demandant d'ouvrir des négociations. Refus du directeur.

Le major général (responsable de la sécurité à l'arsenal) a refusé de les recevoir également. Alors, les grévistes ont décidé de sortir de l'arsenal et d'aller en manifestation à la préfecture maritime.

Comme ils sortaient de l'arsenal pour y aller, ils ont été pris en tenaille par

deux groupes de gardes mobiles, qui venaient pour les faire sortir à coups de grenades lacrymogènes.

L'affrontement a été particulièrement violent : six gardes mobiles ont été blessés. Un manifestant l'a été grièvement : col du fémur cassé.

Lors de la grève de l'an passé, les forces de répression étaient là, mais elles n'avaient jamais attaqué. Et hier mardi, la sortie des ouvriers de l'arsenal a été plus lente qu'elles ne l'espéraient...

A la suite de cet affrontement, aux alentours de midi, les ouvriers de l'arsenal, ont bloqué pendant deux heures environ le Pont de Recouvrance (Pont qui permet la communication entre les deux parties de la ville).

# L'Assemblée vote l'expulsion des immigrés

*Nouvelle loi sur l'immigration, répression contre les manifestants, agressions : mobilisons-nous contre les atteintes aux libertés !*

**L**E projet de loi du gouvernement adopté par l'Assemblée nationale prévoit de limiter la durée des cartes de séjour à un an, sauf pour les immigrés originaires des pays d'Europe et les autres quand ils ont plus de 25 ans de présence en France. Ce projet étend les motifs d'expulsion de telle manière que les immigrés n'ont pratiquement plus aucune garantie ni aucun droit concernant leur séjour en France. Ils pourront être expulsés du jour au lende-

main peut-on dire, s'ils sont malades, au chômage, ont des ressources insuffisantes, reviennent en retard de leurs congés annuels, participent à une grève, etc.

Désormais donc, le pouvoir pourra expulser n'importe quel travailleur arabe ou africain pour n'importe quel motif, n'importe quand. Il prétend vouloir simplement prendre ces mesures contre une minorité d'immigrés en situation irrégulière. Or, tout immigré est désormais en situation irrégulière si la situation

économique et le chômage l'exigent et si le préfet le décide.

Ce projet de loi intervient juste avant le renouvellement des cartes de séjour de 350 000 travailleurs algériens environ. Ces travailleurs « bénéficiaient » de cartes d'une validité de dix ans. Ils n'auront plus droit qu'à une carte d'un an. Par son projet, le pouvoir a donc fait sauter le verrou du renouvellement des cartes de dix ans.

Désormais encore, l'expulsion ne sera plus décidée

par la justice mais par la police. Elle n'est plus la conséquence d'une décision judiciaire mais d'une décision administrative et policière. On conçoit donc l'arbitraire, le caractère inique de ce projet. Celui-ci légalise donc la détention arbitraire comme elle a cours à Arenc, détention qui précède l'expulsion d'immigrés qui n'ont commis aucun délit et dont le seul tort est d'être immigré et donc, par définition ou presque, présumé être hors-la-loi.

H. M.

## Les libertés en danger

**C**RIME raciste à Orange ; rafles de travailleurs immigrés dans la région marseillaise ; jeune

grièvement blessé à Fréjus par une balle tirée à bout portant par un flic ; militant odieusement torturé par des individus fascistes dans

cette ville de Caen où il y a peu de temps, les CRS chargeaient avec une brutalité qui devient coutumière une manifestation contre le chômage, blessant gravement un travailleur ; charges de CRS ou gardes mobiles contre les travailleurs des arsenaux, à Brest après Cherbourg, ou contre les sidérurgistes, à la Solmer après Denain ou Longwy ; brutales expulsions d'immigrés de leurs foyers ; militants syndicalistes poursuivis devant les tribunaux pour faits de grève : cette liste de faits, d'une récente actualité, témoigne de la violence qui s'exerce de manière accrue ces temps derniers contre les travailleurs. Que cette violence vienne directement de l'Etat - sa justice et ses forces de répression - ou de groupes et individus aux idéologies fascistes et racistes qui se nourrissent aux campagnes anti-immigrés, ou anti-jeunes, ou antisyndicales organisées par le gouvernement lui-même.

organisent des licenciements à grande échelle, une offensive généralisée contre nos frères immigrés et en même temps contre le droit de grève, de manifestation, d'affichage, et d'autres droits et conquêtes sociales acquises au prix de durs combats dans le passé par la classe ouvrière et les travailleurs de notre pays ?

Ceux qui nous gouvernent veulent créer un climat d'insécurité : les pressions s'exercent d'abord sur les immigrés qu'ils sont allés chercher dans les pays hier colonisés par la France pour faire tourner à moindre frais la machine de production. Ils veulent briser la jeunesse, affaiblir les organisations de la classe ouvrière. Ils veulent créer ainsi les conditions pour renforcer l'exploitation de tous les travailleurs, telle est la signification de tous ces faits. Ils ne peuvent manquer de susciter la résistance de ceux qui sont frappés.

Il importe de serrer les rangs pour faire face, au-delà des querelles et intérêts de boutique, à l'offensive patronale et gouvernementale.

Gilles CARPENTIER

## Manifestation jeudi 31 de Bastille à République

**E**N ce qui concerne la manifestation organisée jeudi 31 mai à 18 heures à Paris (départ de la Bastille) par l'Union régionale parisienne CFDT pour la défense des libertés, signalons que l'Union parisienne des syndicats de la métallurgie CFDT y appelle sur des mots d'ordre incluant la question des immigrés (contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru, le racisme et la division, pour l'égalité des droits).

Notre parti considère également qu'il importe de faire le lien entre les condamnations qui ont suivi la manifestation du 23 mars (les atteintes aux droits de manifestation, de grève) et les atteintes intolérables aux droits des travailleurs que sont nos frères immigrés ! C'est sur cette base qu'il appelle ses militants à se mobiliser et à mobiliser autour d'eux pour cette manifestation.

## Une militante torturée par des fascistes à Caën

### Bizarre l'attitude de la police !

**A**PRES avoir été enlevée puis sauvagement torturée par des fascistes, Annick Chapelière a été emmenée au centre hospitalier de Caen par des amis pour y recevoir des soins. Un certificat médical a été établi.

« De là j'ai prévenu la police, dit Annick, ils m'ont demandé mon identité puis ils sont venus ». La police affirme avoir été prévenue par le centre hospitalier universitaire. Les flics avaient l'air « très compréhensifs ».

dit Annick, elle pouvait se reposer et « puisque les faits avaient été constatés », elle « avait tout le temps » de porter plainte. C'est seulement le lundi 26 mai que le procureur de la République a eu connaissance des faits par le journal. La police et la justice, si prompts à arrêter et condamner les travailleurs qui luttent, semblent tout faire pour que l'enquête soit retardée et qu'elle n'aboutisse pas. Il faut que justice soit faite. Soutenons toute forme de riposte à ces actes barbares.

N'est-il pas significatif que ces exactions soient perpétrées au moment même où Giscard-Barre-Bonnet

## Une balle dans la tête pour un resquilleur

**R**ESQUILLER à un bal, à un concert, quoi de plus quotidien ? Samedi 12 mai, les Who se produisaient à Fréjus, dans le Var. Un jeune tente de se glisser dans l'enceinte sans payer, la police le surprend. Il est, déjà, emmené au commissariat où il y est enfermé toute la nuit. Puis, le lendemain, ce jeune parvient à s'échapper, et tout se précipite : un brigadier en civil le course, le rejoint, le bloque d'une clef au bras, et lui tire une balle à bout portant dans la tête. Le jeune à la mâchoire brisée, il restera défiguré à vie. Le flic en civil explique son geste criminel : « Je me sentais en état d'infériorité devant la violence de l'homme interpellé »...!



# Les trusts européens relèvent le défi américain

**P** ARMI les différents actes d'accusation dressés contre l'Europe vient au premier plan celui d'être un instrument de la domination américaine. Renforcer l'unité européenne équivaudrait à poursuivre un dérapage incontrôlé dans le sens de l'atlantisme. Qu'en est-il exactement ?

La question n'est évidemment pas de savoir si existent ou non des liens privilégiés entre l'Europe et les États-Unis. Chacun sait qu'ils existent. La question n'est pas non plus de savoir si les États-Unis disposent ou non de solides positions en Europe, leur présence est suffisamment encombrante pour que quiconque ne puisse l'ignorer.

En fait, la volonté américaine de garder les dents solidement plantées dans cette Europe, que le secrétaire d'État Schlessinger qualifiait de « morceau de viande alléchant », n'a jamais faibli.

Toute la question est de savoir si le processus d'unité européenne contribue à renforcer ou au contraire à s'opposer à l'influence américaine.

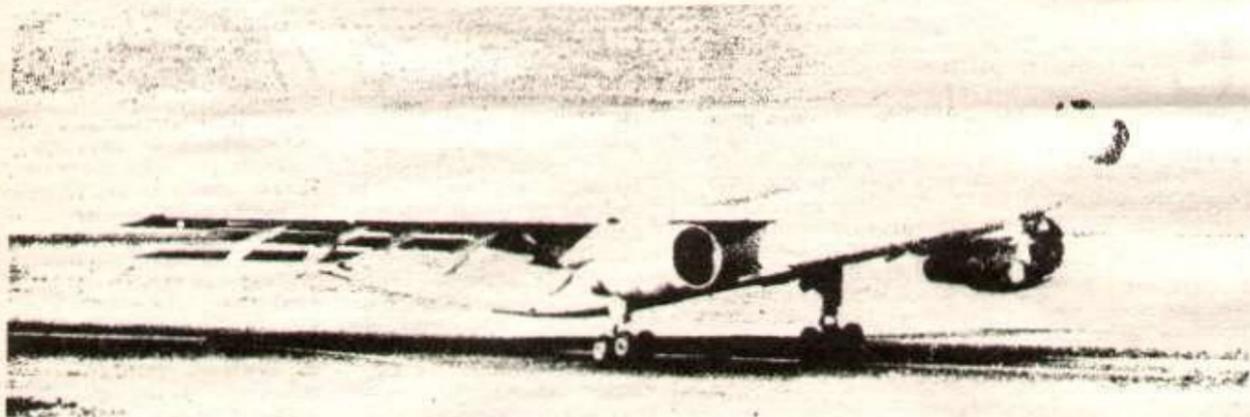
Les faits, nos explications sont de nature à bat-

tre en brèche la thèse des dirigeants du PCF sur la prétendue Europe germano-américaine. L'enjeu de cette grande bataille d'idées est d'importance. Car leur thèse détourne l'attention des entreprises hégémoniques de l'URSS, principal danger pour les peuples et pays d'Europe. Il s'en servent aussi pour asseoir une autre thèse — celle du déclin de la France — susceptible de faire incliner au pessimisme la classe ouvrière (y compris les adhérents du PCF) qui mène actuellement une dure bataille pour l'emploi. La vérité sur ce point, c'est que le patronat et Giscard-Barre se portent bien. Loin de se soumettre ou de décliner, ils prennent l'Europe comme tremplin pour s'emparer de créneaux de profits considérables. Ils peuvent et doivent payer.

Lutte de classe contre notre bourgeoisie, lutte pour l'indépendance nationale, contre le danger de guerre : est-ce que ce ne sont pas des raisons de taille pour combattre fermement la thèse fautive et extrêmement pernicieuse de l'assujettissement de l'Europe aux USA... Faits à l'appui.

Pierre MARCEAU

## Concorde et Airbus



**L'**INDUSTRIE aéronautique mondiale est actuellement dominée par deux géants, Boeing et McDonnell-Douglas, le constructeur, entre autres, des DC9.

Face à ces géants, les constructeurs européens ont beaucoup de mal à survivre et très rapidement la nécessité d'entreprendre des pro-

jets à l'échelle européenne s'affirme comme une nécessité pour faire face à la concurrence d'outre Atlantique.

Un premier projet franco-britannique voit le jour, c'est Concorde. Les Américains, pour leur part, ont renoncé à faire un supersonique civil, mais ils vont tout faire pour que l'avion

européen soit un échec commercial.

En 1973, les deux plus grandes compagnies américaines, la PANAM et TWA retirent leurs commandes. Pendant plusieurs années, l'atterrissage à New-York est rendu impossible. La France et la Grande-Bretagne ne sont ni assez fortes ni assez unies pour pouvoir s'imposer. Réussite technique, Concorde sera un échec

financier.

Le sort d'Airbus sera différent. Fabriqué conjointement par des groupes français, allemand, britannique, hollandais, italien et espagnol, Airbus « pèse » plus lourd que Concorde. Réussite technique, il s'annonce également comme un grand succès commercial. Et cela aux dépens de ses concurrents directs : le 737 de chez Boeing et le DC 10.

## Europe et Tiers-monde



La conférence de Lomé.

Les États-Unis ne sont plus le porte-parole unique des impérialismes occidentaux qu'ils ont pu être autrefois. Dans leurs relations avec les pays du tiers monde, les pays de la Communauté économique européenne mènent un jeu qui leur est propre, l'Europe en tant que telle intervient comme partenaire distinct des États-Unis. Ce fait est

manifeste avec les conventions de Yaoundé de 1963 et 1969 et surtout la Convention de Lomé de 1975 qui consacrent l'établissement de relations privilégiées entre l'Europe des neuf et les pays du tiers monde, eux-mêmes groupés dans diverses organisations destinées à faire valoir leurs intérêts communs.

## ECU contre dollar

**L**E 15 août 1971, confrontés pour la première fois à un déficit de leur commerce extérieur, les États-Unis décident de mettre fin à la convertibilité du dollar en or. Ce qui a comme première conséquence de dévaluer le dollar par rapport à l'or et comme deuxième conséquence de reporter tout le poids des difficultés monétaires sur les autres, les Européens en particulier.

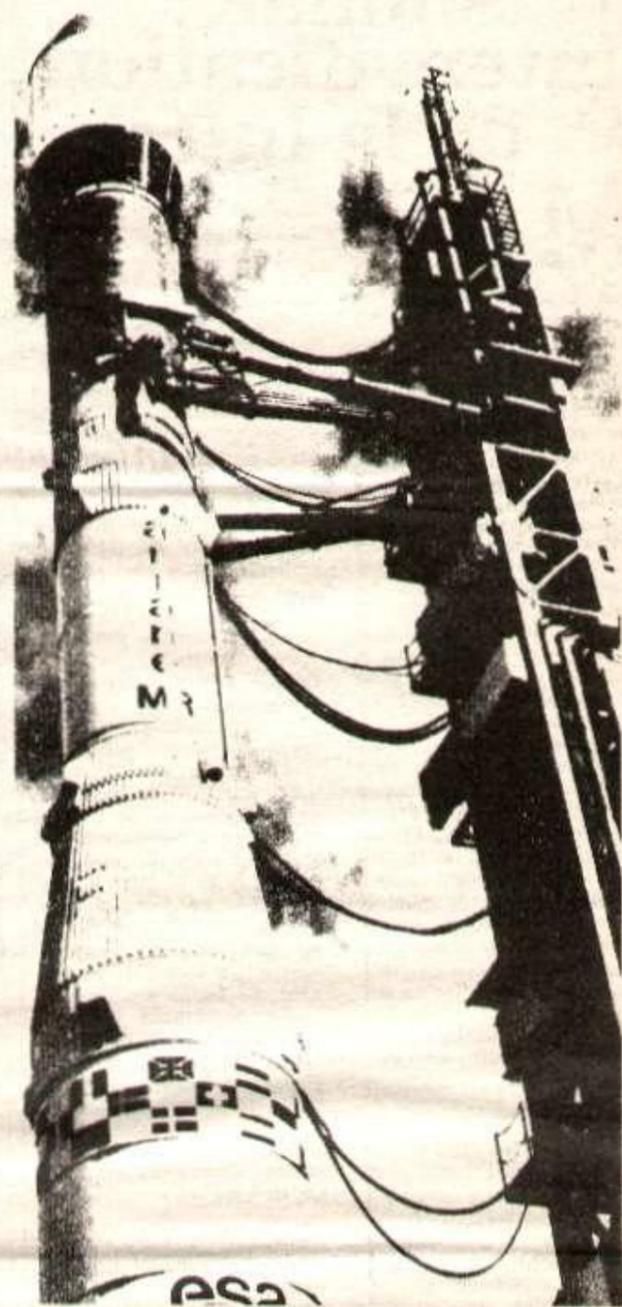
A ce moment, la RFA rompt avec sa politique de soutien au dollar et ne procède pas à la réévaluation du mark, exigée par les États-Unis. (1)

Moins de huit ans plus tard, la création d'un système monétaire et de l'ECU constitue la réponse des pays de la Communauté économique européenne aux pressions monétaires américaines. Il s'agit de

créer en Europe une zone de stabilité monétaire protégée des perturbations infligées par un dollar malade qui demeure la base de tout le système monétaire international.

En quelques années, les points de vue des gouvernements européens à l'égard du dollar se sont considérablement rapprochés. L'attitude de la RFA est particulièrement significative, surtout sa résistance des dernières années face aux pressions américaines visant à lui faire modifier sa politique économique. On est passé du temps où le mark soutenait inconditionnellement le dollar à celui d'une vive opposition entre dollar et monnaies européennes, mark en tête.

(\*) Les réévaluations successives du mark par rapport au dollar ont amené celui-ci d'une valeur de 4,2 deutsch-mark en 1949 à 2,2 DM en 1978.



## Dans le domaine spatial

**L**A maîtrise de la technique spatiale est aujourd'hui un atout de première importance pour l'indépendance d'un pays. Ainsi, il y a quelques années, les capitalistes américains furent prévenus par les photos de leurs satellites que la production brésilienne de café serait désastreuse et cela, alors même que les planteurs n'en savaient encore rien. La spéculation que leur a permis cette information leur fit empocher d'énormes bénéfices.

En ce qui concerne les pays européens, en particulier, si l'un d'entre eux voulait jusqu'à présent se doter d'un simple réseau de

communications transatlantiques, il était entièrement tributaire du bon vouloir américain. Aucun pays européen ne pouvait en effet envisager de se doter à lui seul d'une industrie spatiale. C'est donc au niveau de dix pays européens que cette entreprise fut entamée.

Aujourd'hui, le lanceur de satellites, Ariane, est pratiquement achevé. Il sera opérationnel à la fin de 1980. Concurrente serrée de la « Navette spatiale » américaine, la fusée Ariane marquera, pour l'ensemble des pays européens, un net affranchissement de la tutelle américaine dans ce domaine de l'avenir qu'est l'espace.

## Une informatique américaine

**S**I le renforcement de la coopération européenne a, à de nombreuses reprises, permis de dégager les pays intéressés de l'emprise américaine, on peut également citer un cas inverse : celui où un regroupement européen aurait évité que les USA ne prennent le contrôle d'un secteur hautement stratégique de l'économie française.

En 1964, De Gaulle met sur pied le plan Calcul. Il s'agit de forger une industrie de l'informatique indépendante des USA, le géant dans ce domaine. Deux ans plus tard est créée CII à partir de la fusion de sociétés françaises.

La concurrence américaine est cependant très dure et, en 1975, il faut se rendre à l'évidence : CII ne peut survivre seul. C'est Chirac qui est alors premier ministre. Agitant le spectre de « l'Europe allemande », il refuse de faire avancer le regroupement européen Unidata, comprenant déjà les sociétés hollandaise Philips et allemande Siemens en y intégrant CII.

Résultat : c'est le trust américain Honeywell qui prend le contrôle de CII par le biais de CII Honeywell-Bull. L'informatique française n'est pas européenne aujourd'hui, elle est américaine.

### De Gaulle et les Etats-Unis

**L**A politique conduite en son temps par De Gaulle est constamment évoquée pour suggérer l'image d'une France luttant seule pour son indépendance face aux Etats-Unis.

Certains suggèrent qu'il faudrait s'en tenir aujourd'hui à une telle attitude. Pourtant, est-il raisonnable de concevoir la politique de De Gaulle en l'isolant du contexte européen de l'époque. Ne faut-il pas au contraire, l'interpréter comme une des manifestations politiques reflétant le poids grandissant d'une Europe en formation ?

D'ailleurs, en même temps que la prise de distance à l'égard des Etats-Unis, un des fondements de la politique gaulliste fut le rapprochement franco-allemand.

On aurait tort d'escamoter le poids économique de la République fédérale allemande comme toile de fond à la fermeté du discours gaulliste vis-à-vis des Etats-Unis.

De même, l'accusation de retour à l'atlantisme lancée contre Giscard s'appuie sur l'idée que De Gaulle aurait en son temps rompu la solidarité atlantique, particulièrement dans la confrontation avec l'URSS. C'est faux. Au cours des deux crises de Berlin de 1958 et 1961 (le mur), De Gaulle a été parmi les dirigeants occidentaux les plus fermes. En octobre 1962 : crise de Cuba. Schlesinger, conseiller de Kennedy, raconte : « Tous les Etats de l'Europe de l'Ouest soutinrent les Etats-Unis, mais l'Italie et l'Angleterre eurent des hésitations. A Paris, le général De Gaulle reçut D. Acheson envoyé spécial du président et sans même attendre d'avoir vu les photographies aériennes qu'Acheson avait apportées dit : « Si y a une guerre, je serai à vos côtés. Mais il n'y aura pas de guerre », puis De Gaulle demanda si la quarantaine souffrait. Adenauer exprima la même crainte, mais tous deux soutinrent fermement la position américaine ».

Soutien identique à celui exprimé deux ans plus tôt à propos de l'affaire de l'avion espion U 2. De Gaulle déclarait alors à Eisenhower, président des Etats-Unis : « Quoi qu'il arrive, nous sommes avec vous. » (1)

Dans toutes les confrontations majeures avec l'URSS, De Gaulle fut sans équivoque du côté américain.

(1) Cité dans les mémoires d'Eisenhower.



UN NUMÉRO CONSACRÉ A L'EUROPE

Abonnez-vous : 1 an, 52 F. Soutien, 80 F. Prolétariat : BP 320 13213 Marseille Cedex 1 CCP 213089 - H<sup>1</sup> Marseille.

### 12 jours de grève des postiers de Brest-centralisateur

## Une victoire de l'unité

Interview d'un délégué CFDT

Les postiers de Brest-centralisateur viennent de faire une grève du 14 au 25 mai. Ils ont obtenu l'autonomie du tri par rapport au service général avec deux règlements intérieurs bien distincts et sur dix-huit unités demandées.

Demi-victoire par rapport aux revendications demandées. Victoire encourageante quand on sait — la grève de Trappes CT l'a montré encore récemment — l'intransigeance de l'administration. Surtout grande victoire de l'unité, prometteuse pour l'avenir : la lutte a été menée au coude à coude à la base sans esprit de chapelle syndicale.

Voici ci-dessous l'interview, réalisée le 23 mai, d'un délégué CFDT de Brest. Depuis, la situation a évolué. Par raison d'économie, notre journal a suspendu sa parution pendant deux jours la semaine passée. Nos camarades et amis lecteurs n'ont pu donc avoir à temps cette matière première pour développer la solidarité à cette lutte. Au passage, cela montre l'importance que revêt la souscription.

HR : Peux-tu nous présenter rapidement Brest-Centralisateur ?

R : A la différence du centre de tri départemental qui se trouve à Quimper, il existe à Brest une recette municipale qui comprend à la fois un service pour le tri (le centralisateur) et un service général (guichet, etc.), plus la distribution. Ces deux services ne sont pas autonomes, ce qui est une des raisons pour lesquelles nous nous battons aujourd'hui, mais ils s'interpénètrent : tel agent peut faire ou du tri ou du service général (guichet, cabine), selon le bon vouloir du receveur qui nous traite comme des pions appliquant ainsi à la lettre la fameuse tactique de l'administration : « déshabiller Paul pour habiller Jacques ».

C'est ainsi que, quand il y a un manque d'effectifs trop voyant, au tri par exemple, il fait une ponction au service général. Quant au problème des effectifs, rien n'est résolu.

Pour en revenir au centralisateur en tant que tel, nous sommes environ

une centaine d'agents travaillant en quatre brigades : deux brigades de 14 unités le jour et deux brigades de 28 unités la nuit.

### Ne plus être des pions !

HR : T'as commencé à nous parler des causes du conflit actuel, peux-tu nous les rappeler ?

R : D'une part le manque d'effectifs criant, d'autre part nous ne voulons plus être des pions servant à masquer le manque d'effectifs. C'est pour cela que nous voulons qu'il y ait un distinguo entre le centralisateur et la recette (service général), qu'il y ait donc autonomie des deux services avec deux règlements intérieurs distincts mais nous ne voulons plus être déplacés d'un service à l'autre.

### Ras-le-bol !

HR : Et le déroulement de la grève ?

R : Tout a commencé le lundi 14 mai. Sur les quatorze positions de travail de la brigade du matin, trois ne sont pas pourvues. Sur les quatorze de l'après-midi, c'est cinq qui sont à découvert. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

C'est un véritable ras-le-bol qui a éclaté, il faut dire que ça couvait depuis longtemps, mais c'est parti spontanément, sans appel des syndicats, et nous avons décidé la grève immédiate, sans préavis (ce qui est grave dans l'administration car nous entrons ainsi dans l'illegalité).

Depuis, nous sommes 90% en grève. La grève est reconductible tous les jours en assemblée générale, où nous prenons tous ensemble les décisions, ainsi qu'à chaque prise de service des brigades où nous nous réunissons pour décider de la poursuite de la lutte et faire le bilan.

Aujourd'hui, nous poursuivons la lutte car nous n'avons rien obtenu malgré notre volonté de négocier.

Il faut dire que malgré notre situation « illégale », la direction départementale a accepté de nous recevoir le 15 : elle nous proposait à l'époque l'embauche d'un auxiliaire !

C'est vraiment se moquer de nous. Nous sommes retournés à la direction le 21 : après trois heures de discussions, le directeur nommait quatre auxiliaires saisonniers prévus pour l'été en remplacement des agents en vacances.

Ça ne lui coûtait pas cher. Au contraire, elle joue sur du velours pour ces quatre auxiliaires saisonniers qui ont pris aussitôt le travail, jouant sans le vouloir le rôle de briseur de grève.

Nous avons aussi profité de cette action pour dénoncer devant le directeur départemental l'attitude irresponsable du receveur qui passe son temps à sanctionner les agents pour un oui, pour un non. Enfin, pour l'instant, nous n'avons rien obtenu de concret et nous sommes bien déterminés à continuer la lutte.

### Confiance dans la conscience de classe

HR : Peux-tu nous parler maintenant de l'unité syndicale et de la solidarité ?

R : Pour ce qui est de l'unité syndicale, rien à dire pour le moment. Les trois syndicats : CFDT-CGT-FO marchent la main dans la main.

Quant à la solidarité, c'est autre chose puisqu'au niveau local, nous n'avons pu étendre la grève au service général alors que notre lutte pour les effec-

### La direction cède sur la revendication de fond

### Sur la question des effectifs, demi-victoire des postiers

**V**ENDREDI 25 au soir, les grévistes de Brest-centralisateur ont décidé de reprendre tous ensemble le travail après une grève de douze jours. La revendication de fond a été accordée, à savoir l'autonomie du tri par rapport au service général avec deux règlements intérieurs bien distincts. La direction ayant peur que cette grève ne fasse lâcher d'huile a cédé en partie sur la question des effectifs. Les syndicats demandaient 18 unités, la direction en a lâché 11 se répartissant ainsi :

- 7 créations d'emploi, dont deux de titulaires avec étude d'effectifs en juin (pour 5 autres postes de titulaires) ;

- 3 vacances d'emploi comblées dans l'immédiat à la manutention. Un préavis lancé en avance en prévision d'un départ à la retraite prévu dans six mois.

C'est une demi-victoire par rapport à ce que demandaient nos camarades du tri. Mais il faut savoir que, dans le contexte actuel, l'administration n'est pas prête à lâcher quoi que ce soit. Seule la détermination des postiers a été payante. Mais c'est aussi une grande victoire de l'unité : la lutte a été menée au coude à coude à la base et dans l'action sans esprit de chapelle syndicale du début à la fin et cela est prometteur pour l'avenir.

tifs, pour le respect de nos attributions, concerne aussi bien le service général que le tri.

Nous avons cependant réussi ce matin (le 22) à persuader les agents de ne pas briser notre grève en acceptant, comme ils le faisaient auparavant, de travailler au tri.

Au niveau régional, c'est meilleur. Par exemple, au début de la grève, l'administration a fait transférer du courrier sur Quimper centre de tri. Nos camarades de Quimper ont refusé de travailler ce courrier, même chose à Vannes et Saint-Brieuc.

Maintenant, nous appelons à la solidarité financière, elle va s'organiser dans les PTT au niveau régional. Cela va nous aider à continuer la lutte bien que je ne crois pas que ce facteur soit déterminant. Je fais plus confiance à la conscience de classe et à la détermination de nos camarades.

HR : Quelles leçons tires-tu pour l'instant, vois-tu quelque chose à ajouter ?

R : Pour le moment, je retiens deux points positifs : la détermination des grévistes et l'unité à la base qui est très forte. Un point négatif aussi le manque de solidarité au niveau de la recette principale. En tout cas, je peux te dire que cette lutte, même si elle n'est pas victorieuse, ce sera quand même une victoire car en menant cette grève tous ensemble pour des revendications bien précises, nous serrons les rangs, nous apprenons à mieux nous connaître, nous nous découvrons entre militants de syndicats différents et c'est prometteur pour l'avenir. C'est déjà une grande victoire.

J'ajouterais aussi que les usagers qui ne reçoivent plus de courrier depuis notre grève ne sont pas, en général, hostiles à notre mouvement.

Il faut dire que nous nous battons pour du travail, de l'embauche, or, quand on sait qu'il y a plus de 10 000 chômeurs à Brest...

Les intertitres sont de la rédaction de l'Humanité rouge.

### Abonnez-vous à l'Humanité rouge Quotidien

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom .....  
Prénom .....  
Rue .....  
Commune .....  
Code postal .....

# XXIII<sup>e</sup> CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

## Premières réflexions (7)

Jacques Jurquet

Les premières parties de cet article ont été publiées dans les numéros 1096, 1097, 1098, 1099, 1100 et 1101 de L'Humanité Rouge. Vous pouvez vous les procurer en les commandant à l'administration

### Des objectifs de lutte

**L**A résolution du 23<sup>e</sup> congrès s'attache ensuite à définir « Des objectifs de lutte » : « Vivre mieux et vivre autrement », « Produire plus et autrement », « Libertés, démocratie, autogestion », « Une France souveraine, présente et active dans le monde ».

### Vivre mieux et vivre autrement

**A** PROPOS du premier de ces quatre objectifs, nous pourrions ironiser en déclarant qu'il constitue un catalogue de revendications de tous ordres, mais nous aurions tort. Il s'agit bien d'un catalogue où passent de très nombreuses aspirations des masses laborieuses.

Pour des logements décents, pour le droit au travail, contre la pauvreté, contre les injustices, pour aller vers la justice fiscale, pour défendre la Sécurité sociale, contre le chômage, pour la réduction de la durée de travail à 35 heures par semaine, pour l'abaissement de l'âge de la retraite, pour les droits des immigrés, contre le racisme, pour toute sa place à l'enfance, pour un enseignement de qualité, pour les droits des anciens combattants, pour répondre au malaise des jeunes, pour répondre à la volonté de libération des femmes, etc.

Y a-t-il beaucoup de démagogie dans cette énumération ? C'est une évidence. Mais il faut voir quel en est le résultat objectif. Le PCF parvient à conserver des liens de masse très importants en usant et abusant de cette politique « sociale » et « populaire ». Elle constitue un « programme de revendications immédiates » dont la simple formulation lui permet de faire accepter par des millions de gens son image de défenseur de leurs intérêts. Et lui permet, de surcroît, de leur faire accepter tout le reste de sa ligne politique, y compris, ce qui est très grave, sur le plan international,

En rejetant toute idéologie de démagogie, le PCML n'a-t-il pas intérêt à combattre la tendance gauchiste qualifiant d'économisme ou de révisionnisme toute prise en considération de telles revendications populaires ? Nous pensons qu'est venue maintenant l'heure d'apporter des réponses sérieuses, concrètes et crédibles à toutes les questions immédiates que posent les travailleurs victimes de l'exploitation et de tous les méfaits de la bourgeoisie capitaliste.

### Produire plus et autrement

**L**E second objectif « produire plus et autrement » rappelle par sa formulation même la ligne imposée par Thorez après la Seconde Guerre mondiale. Les arguments avancés par le PCF dans le domaine de la production, et notamment, le recours aux nationalisations, font tous abstraction du contenu capitaliste de l'État. Dans la pratique, ils n'aboutissent, nous l'avons déjà expérimenté de 1945 à 1947, qu'au renforcement du capitalisme. Même si telle n'est pas l'intention des militants communistes, le développement de la production sans destruction des structures capitalistes ne peut que perpétuer l'exploitation des ouvriers et de tous les salariés.

Concernant l'agriculture française et le développement des échanges extérieurs de la France, la résolution ne vise en fait rien d'autre qu'à faire assumer par des membres du PCF, associés à d'autres forces politiques « de gauche », la gestion du capitalisme. Nous ne croyons vraiment pas que cette « avancée démocratique » ouvre la voie au socialisme !

### Libertés, démocratie, autogestion

**L**E troisième objectif, l'autogestion conçue comme assurant les libertés dans le cadre de la démocratie, reste formulé en dehors de toute indication précise permettant de comprendre comment le PCF parviendra à le réaliser. Il y a dans ce passage de quoi satisfaire les

aspirations idéalistes de nombreux militants de « gauche ». Mais il reste du domaine du rêve. A moins que la bourgeoisie capitaliste, le patronat et l'État au service de leurs intérêts décident soudain de renoncer à leur domination, à leur pouvoir !

A noter qu'on retrouve ici quelques lignes consacrées aux peuples des « Départements et territoires d'Outre-mer ». La reconnaissance de leurs droits à l'autodétermination est explicite, mais aussitôt liée à « une contribution réelle et efficace (du gouvernement français) à leur développement économique, social et culturel ». Nous avons déjà vu ce que recouvre cette formule : une prétendue autonomie dans le cadre de la République française. Pour le PCML, cela signifie le maintien de la domination colonialiste de l'impérialisme français. L'histoire est là pour en témoigner par nombre d'autres cas concrets.

### Une France souveraine, présente et active dans le monde

**D**ÉFINISSANT son quatrième et dernier objectif, une France souveraine, présente et active dans le monde, la résolution du 23<sup>e</sup> congrès recourt encore à des formulations générales que personne ne saurait rejeter : « ... Ni autarcie, ni alignement, mais coopération la plus large dans l'indépendance... Nous militons pour que la France prenne sa part dans la réalisation des tâches mondiales, vitales pour l'équilibre et l'avenir de la planète, comme l'organisation de la paix et le désarmement, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et la préservation de l'environnement, la lutte contre le sous-développement, l'élimination de la faim, le respect des droits universels fondamentaux des hommes et des peuples... »

Que ne proclame-t-on pas avec des mots ! A lire ces phrases, on pourrait croire que le PCF va prendre la défense de la cause nationale du peuple cambodgien ! Mais les mots sont une chose et les réalités une autre !

C'est pourquoi, derrière les affirmations de ce paragraphe qui traite longuement de la place et de l'action de la France dans le monde, il est indispensable de discerner l'objectif principal des dirigeants du PCF.

Rien ne leur coûte en effet de se prononcer « Pour la liquidation simultanée des blocs militaires » ou de demander « L'application dans toutes ses dispositions de l'Acte final d'Helsinki » ou encore de s'opposer à une « coexistence pacifique identifiée au partage du monde entre grandes puissances », ou enfin d'accepter « la maintenance de la force nucléaire (française) de dissuasion ».

La réalité est claire. Toutes ces positions, dont le contenu peut être apprécié positivement, débouchent sur l'hostilité à une union européenne capable de résister aux menaces et pressions du social-impérialisme soviétique et aux entreprises d'expansion et de domination économiques de l'impérialisme américain. Le complément — cause et conséquence à la fois — de cette ligne est explicitement formulé : « Nous continuons à penser que l'amitié et la coopération entre la France et l'Union soviétique constituent un facteur essentiel de la paix et de l'équilibre de l'Europe ».

Oui ?... Avec des forces conventionnelles soviétiques trois fois supérieures à celles réunies des pays ouest-européens, installées aux frontières même de ces derniers, à environ 350 kilomètres de Strasbourg. Ce que semble ignorer le 23<sup>e</sup> congrès !

A suivre

## Répression syndicale à Guillovard

**N**OUS avons déjà relaté dans nos colonnes la grève déclenchée par les ouvrières et ouvriers de chez Guillovard à Nantes après l'accident survenu à une jeune ouvrière qui perdait la main sous les vingt tonnes d'une presse.

La direction de la boîte n'ayant pas cédé aux revendications du personnel, la reprise du travail était décidée dans l'unité. Stupeur aujourd'hui chez Guillovard. Après les pleurnicheries du tribunal de commerce et du syndicat, le patronat passe à la répression contre les sections syndicales : deux lettres de licenciement plus mise à pied aux délégués syndicaux CGT et CFDT, deux mises à pied à deux autres militants syndicaux CGT et CFDT. Du jamais vu encore dans la métallurgie Nantaise. Les syndicats préparent la riposte.

Nous reviendrons sur cette affaire.

## VERGESE (GARD)

### Pourquoi les travailleurs de Perrier sont en lutte

#### Extraits d'un communiqué CGT de Perrier

(...) Pour donner une image simple, je dirais que Perrier est un groupe financier qui fonctionne comme une pompe à profit et qui aspire les capitaux à plusieurs niveaux.

Au niveau national, européen et international, sa structure est une des plus intelligentes et des plus efficaces qui soit et aucune possibilité « légale » pour se servir des diverses législations fiscales n'est ignorée, que ce soit en France, pour échapper au fisc ou à l'étranger pour rapatrier les capitaux. (...)

(...) C'est donc à cette échelle que les travailleurs de Perrier évaluent le fruit de leur travail. D'autant que ce qui est aujourd'hui acquis (et en partie remis en cause) est le résultat de dures et longues luttes et d'une pression constante pour améliorer. Sous prétexte que la région subit la crise de plein fouet, que la misère s'installe

peu à peu, on voudrait faire de nous des agneaux dociles, en nous disant : « Regardez en dessous de vous, il y a plus malheureux ». (...)

#### NOS REVENDICATIONS

Elles comportent quatre volets. Sont-elles excessives, démagogiques, démesurées... ? Jugez-en !

##### — Salaires :

Un des points essentiels de ce volet, c'est le retour aux accords de 1970-1971. Pour bien comprendre, il faut savoir que depuis janvier 1977, la direction Perrier, s'appuyant sur le plan Barre, les accords de modération des prix et de soi-disant menaces de restriction de crédit a remis en cause ses engagements formels.

Ce qui fait qu'en deux ans et trois mois, les salariés ont perdu, suivant leur position hiérarchique, entre 1 700 et 2 000 F environ, plus l'incidence des augmentations des cotisations de Sécurité sociale de janvier 1979. De plus, la grille des salaires est dévalorisée de 66 centimes mini de l'heure par rapport à ce qu'elle devait être.

C'est pour cela que nous revendiquons, avec le retour aux accords, le rattrapage et la remise à niveau ; tout ceci étant lié à une progression de pouvoir d'achat que l'on pourrait négocier.

##### — 35 heures sans perte de salaire :

Il serait anormal que les chantres européens élocubrent sur ce sujet et que les travailleurs n'en fassent pas une exigence.

Nous ne sommes pas partisans du tout ou rien, nous voulons négocier. Nous rappellerons cependant qu'à Vergese, le retour de 48 heures à 40 heures a permis la création d'environ 250 emplois.

##### — Cinquième semaine de congés payés :

Pour que la revendication soit satisfaite, il ne manque que deux jours. Elle est composante essentielle du temps de vivre et du droit au loisir, exigence du monde moderne face à la mécanisation et à la vie de famille. Nous noterons également que la cinquième semaine de congés payés entraîne la création de nombreux emplois saisonniers.

##### — Harmonisation des statuts entre mensuels et journaliers

La direction s'y était engagée, mais la conclusion traîne en longueur. Il faut savoir que la couverture maladie des journaliers écarte les trois jours de franchise de Sécurité sociale alors que les mensuels sont indemnisés dès le premier jour.

Dans ce domaine aussi, il faut que les orientations et les promesses du patronat et du pouvoir deviennent des réalités.

Parler des travailleurs manuels et postés et de la mensualisation ne suffit pas pour faire avancer les problèmes.

Voici brièvement exposé le sens de la lutte chez Perrier.

Aucune autre arrière pensée et surtout, pas de grève pour la grève. Depuis plus de deux ans, nous attirons l'attention de la direction sur ces problèmes et nous avons essayé de trouver une issue par la négociation. Cette année encore, nous avons tout fait pour éviter le conflit. La direction a fait la sourde oreille, en refusant de régler le contentieux.

Il était alors inévitable que cela se termine par un affrontement. Mais, à qui la faute ?

## NANTES

### Enseignement : droit de grève, oui, répression, non !

Nantes, correspondant.

**L'**OFFENSIVE gouvernementale contre les droits démocratiques se poursuit. C'est maintenant le droit de grève des enseignants qui est remis en cause. A l'origine, la grève nationale du 17 mai dernier, appelée par la FEN, la CGT et la CFDT. A Nantes, à l'école Longchamps, comme dans beaucoup d'autres établissements scolaires, les maîtres sont en grève et les parents d'élèves gardent leurs enfants. L'école est fermée. Aujourd'hui, une procédure administrative et disciplinaire est engagée à l'encontre de la directrice de l'école maternelle de Longchamps... Ceci sur plainte de la responsable régionale de l'association des parents d'élèves Lagarde (PEEP) auprès de son ami intime le ministre de l'éducation, Beullac. Avec cette affaire, c'est ni plus ni moins une attaque contre le droit de grève des enseignants. A quand une loi pour le service minimum dans l'enseignement ?

Mardi 29, à l'appel du SNI (instituteurs), du SNI-PEGC, du SGEN-CFDT et de la Fédération Corneec (SCPE des parents d'élèves), les écoles de Loire-Atlantique étaient fermées.

Près de deux mille personnes se sont mobilisées rapidement et ont manifesté devant l'inspection académique, puis au rectorat pour exiger l'arrêt des poursuites engagées contre l'institutrice et pour le respect du droit de grève dans l'éducation nationale. Beaucoup de monde regrettait à cette occasion le refus des dirigeants locaux du SNI de réaliser l'unité d'action la plus large pour la défense de la collègue et des libertés démocratiques.

L'attaque du gouvernement est trop grave pour mettre en avant ses problèmes de boutique.

Unité d'action contre la répression !  
Droit de grève dans les écoles !

## CULTUREL

### 9e RENCONTRES THEATRALES DE SEVRES

## Du théâtre qui parle de la réalité

**C'**EST à Sèvres que se dresse le chapiteau des 9e Rencontres théâtrales. Bien sûr, le soleil n'est pas de la partie dans cette banlieue sud de Paris mais la rencontre est chaleureuse, l'heure est à l'échange, tout le monde parle et les troupes qui sont là, elles, ont des choses à dire.

Soixante spectacles sont présentés sur dix jours par des comédiens, la plupart amateurs, venus de tous les coins de France et même de Belgique et du Québec.

Ces troupes formées de non-professionnels sont directement en prise sur la réalité, ne serait-ce que parce que la plupart des comédiens présents sont amateurs et sont donc confrontés tous les jours au monde du travail. Pas de risque chez eux que le milieu artistique fasse écran avec la réalité.

Leurs textes, ils les écrivent eux-mêmes à partir de problèmes actuels et vécus. L'équipe d'animation

des rencontres sillonne la France pendant toute l'année en vue de choisir les spectacles et les troupes qui participeront aux rencontres. Les troupes sont choisies en fonction du travail d'animation théâtrale qu'elles font localement, dans leur coin, avec la population, avec ceux qui sont d'ordinaire tenus à l'écart des salles de théâtre, dans les quartiers, dans les cités, les écoles, les comités d'entreprise, les campagnes.

Cette année, 180 troupes étaient intéressées par les « Rencontres de Sèvres ». Soixante ont été retenues. Le programme est très riche, de nombreuses pièces montées par des femmes sur la lutte des femmes pour leur émancipation ainsi « Une femme comme les autres », « Réjouis-toi Marie », « Si la révolution arrive, je n'ai rien à me mettre », « Julie qui avait l'ombre d'un garçon ». De nombreuses pièces parlent de l'actualité sociale. Trois troupes jouent « L'Enterrement du

patron » de Dario Fo sur une occupation d'usine, « Chômeur circus », « Racket ou Market », « La Geste paysanne », « La Crise », « On est parti pour rester », « On a déjà vu ça quelque part », « La Ruée vers l'or », « A l'endroit nous le remettons, ce monde à l'envers ». Les spectacles sont complétés par des débats, des échanges, des lectures de pièces de jeunes auteurs. Toute la semaine, l'équipe d'Augusto Boal animera un stage sur le Théâtre de l'Opprimé.

Si vous le pouvez, profitez de ces rencontres pour voir du théâtre qui parle de la réalité. Allez à ces rencontres qui vous donnent envie de faire du théâtre.

Léon CLADEL.

\* 9e Rencontres théâtrales à Sèvres, jusqu'au 4 juin 1979. Renseignement par téléphone au 605-35-11 ou au 626-56-10.

## APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

## VITROLLES (BOUCHES-DU-RHONE)

Week-end d'information et de réflexion sur la Chine.

Ce week-end aura lieu à la Sainte-Baume du samedi 16 juin à 14 heures au dimanche 17 juin à 17 heures.

— Samedi 16 juin de 16 à 19 heures : « La démocratie en Chine », conférence de Joseph Marchisio. En soirée : « Chez la minorité Yi ». Projection-débat avec Claudette Castan.

— Dimanche 17 juin. Le matin : « La modernisation de l'agriculture », conférence d'Hélène Marchisio. Après-midi : films, initiation aux échecs chinois et à la calligraphie.

En permanence : exposition de photos, table de vente. Stands philatélie et voyage.

Garderie assurée.

Renseignements et inscription : Mme Castan Claudette, BP 65 13742 Vitrolles Cedex. Tel : (42) 89 09 57.

## ROUEN

Manifestation antifasciste : « Non à la tenue du meeting de l'Eurodroite à Rouen ! ».

Cette manifestation aura lieu le jeudi 31 mai à 18 heures, place de la Cathédrale. A l'appel de 17 organisations dont le PCML et plusieurs organisations de travailleurs immigrés.

## RIVE-DE-GIER

Rassemblement ouvrier « Contre le chômage, la parole aux travailleurs ».

Avec ce rassemblement, le PCML veut offrir une tribune à tous les travailleurs en lutte. Des forums se tiendront en permanence afin de permettre d'échanger des expériences de lutte, de les populariser. A ce rassemblement, tous pourront prendre la parole. Des sidérurgistes du Nord et de Lorraine, des travailleurs d'entreprises de la région et d'ailleurs seront présents. Le PCML fera une intervention centrale. Au programme également, une partie culturelle avec la troupe des « Trois valets » et un groupe de chanteurs kabyles. Ce rassemblement aura lieu le samedi 9 juin au Jardin des Plantes à partir de 14 heures.

## Pour la région parisienne

Un tract sur l'Europe est disponible dans les différents locaux de la région parisienne

## ÉRYTHÉE : UNE LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE

Texte des travaux de la « Journée d'étude et de solidarité avec la lutte de libération du peuple érythéen ».

Dans le sommaire :

- Érythée : une nation, une lutte libératrice légitime Par Nafi Kurdi.
  - Les Nations Unies et la question de l'Érythée (Alain Fenet).
  - L'Érythée et le problème des frontières en Afrique (E. Joune).
  - Érythée : question « nationale » ou question « coloniale » ? (J.C. Guilleboud).
  - Les origines du mouvement national érythéen (J.P. Peninou).
  - Organisation des zones libérées du FPLE (Guido Bimbi).
  - Interview de deux principaux dirigeants du FPLE.
- En vente à la librairie « Les Herbes sauvages » - 70, Rue de Belleville - 75020 Paris. Prix de vente : 12 F.

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :

Retourner ce bulletin à l'Humanité rouge, boîte postale 201 - 75926 Paris cedex 19

NOM. . . . . Prénom. . . . .  
Profession. . . . .  
Adresse complète. . . . .

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet

Rédacteur en chef : Jean Quercy

Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson

Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :

Annie Brunel

L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :

B.P. 201 - 75926 Paris cedex 19

CCP : 30 226-72 D La Source

Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druéne  
Commission paritaire No 57 952  
Distribution NMP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépôt légal 2eme trimestre 1979



Vallourec, Janvier 1979. Une grève illimitée avec séquestration du patron : le piquet de grève à l'entrée



Vallourec, Janvier 1979. Le directeur est ici séquestré pendant 24 heures par les ouvriers en lutte contre les licenciements

## CANTON DE BESSEGES (CEVENNES)

# Pas un seul licenciement à Vallourec

**C'EST OÙ BESSEGES ? UN PETIT VILLAGE DE «LA CEVENNES» COMME DIRAIT CHABROL. POURTANT DU TEMPS DES MINES, C'ETAIT UN NOM RONFLANT. AUJOURD'HUI, LES 300 OUVRIERS DE L'USINE VALLOUREC ET AVEC EUX TOUTE LA POPULATION SE BATTENT CONTRE LES LICENCIEMENTS, CONTRE LA FERMETURE DE L'USINE QUI SIGNERAIT LA FIN DE CE CANTON DEJA MEURTRI PAR LA FERMETURE DES MINES**

**V**ALLOUREC c'est la « sœur » d'Usinor. Les deux sont chapeautés par le holding « Denain, Nord-Est, Longwy ». Jeudi 3 mai 1979, au cours d'une réunion centrale, le représentant de la direction a annoncé l'éclatement de Vallourec et le lâchage du département des « petits tubes soudés » (PTS). En Belgique, la société Cokeril possède aussi un département PTS (La Providence). Il semble que ces deux départements vont fusionner pour créer la Valoxy. Tout laisse penser qu'il s'agit pour Vallourec de se débarrasser de ce département au profit de la fabrication de tubes en titane pour les centrales atomiques ; tout en évitant que le nom de Vallourec soit associé à des licenciements ! Tout cela n'est pas nouveau pour les ouvriers de Vallourec-Bessèges (Gard). Déjà, en 1975, une étude de « rentabili-

té » faite par la direction préconisait la fermeture de l'usine. Mais à ce moment-là, seule une poignée de travailleurs dont l'actuel délégué syndical CGT avait flairé le danger. Grâce à leur travail, en 1977, tout le monde est convaincu des licenciements à venir. N'y avait-il pas en 1963, 748 employés alors qu'en 1977, l'usine n'en compte plus que 551 ! Mais laissons la parole au délégué CGT.

### LES RAISONS DU RAPATRIEMENT DANS LE NORD

« Nous disons que Vallourec s'apprête à rapatrier cette usine dans le Nord ; pourquoi ? Parce que les tubes espagnols et italiens sont vendus par les négociants de Vallourec qui arrivent ainsi à réaliser le même bénéfice sinon plus sans avoir les aléas de la fabrication ; ça

au sud de la France, mais le Sud, c'est limité, et de plus, le tube est un corps creux, difficile et coûteux à transporter.

Les Italiens et les Espagnols ne pourront jamais vendre dans le Nord. C'est trop loin. Le rôle qu'ils jouent dans le Sud, Vallourec va le jouer dans le Nord vis-à-vis de l'Allemagne, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg... Une étude de la société belge Cokeril fait apparaître que toutes charges comprises, l'ouvrier français coûte 255 francs belges, contre 371 francs belges le Luxembourgeois, 325 francs belges le Belge, 351 francs belges l'Allemand et 380 francs belges le Hollandais. D'autre part, dans le plan social des licenciements, on pouvait lire que « la Vallourec avait moins chuté au niveau du groupe (des cinq usines) qu'en 1975 grâce à une prospection plus active des marchés allemand, belge, hollandais... »

Voilà qui renforce notre crainte des licenciements et même de la fermeture totale de l'usine.

### LA MOBILISATION DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION

*HR : Vous avez su réaliser une importante solidarité ouvrière et populaire autour de votre lutte contre les licenciements, pouvez-vous en raconter le déroulement ?*

Le délégué CGT : Le 7 avril, nous avons créé un comité « Sauvons le Canton de Bessèges » à l'initiative de la CGT. La CFDT a accepté de signer le tract d'appel à la constitution du comité.

La réunion a eu lieu à la mairie de Bessèges et là, on

a expliqué la situation et tout a été étalé. Il faut dire qu'ici, la population est déjà sensibilisée : Bessèges, c'est le Groupe Nord des Houillères du bassin des Cévennes et là, il y a eu des licenciements massifs ! L'ensemble de la population, des commerçants, ont connu la fermeture des mines.

Il restait surtout un travail de coordination à faire, tenir des propos qui ne choquent pas et rassembler tout le monde. Je suis secrétaire du comité le maire en est le président.

Le comité créé, on s'est attaché à faire connaître nos problèmes. Nous avons organisé une manifestation nous-mêmes qui a eu lieu en mai 1977, devant la préfecture d'Alès donc peu de temps après la création du comité et il y avait à peu près huit cents personnes.

Le canton de Bessèges regroupe à tout casser 6 000 à 7 000 personnes, depuis le nouveau-né à celui qui a un pied et demi dans la tombe. C'était quand même une partie importante de la population qui s'était mobilisée.

La direction a un peu reculé et n'a pas présenté immédiatement sa demande de licenciements. Nous avons senti qu'il y allait avoir un problème de licenciements fin décembre. Et là, on est allé manifester à Montpellier devant la préfecture, on était mille : en six mois, deux cents personnes avaient rejoint notre cause.

Nous avons mobilisé toute la population car on y trouvait au coude à coude la CGT, la CFDT, le PS et le PCF. Alors qu'ils se chipotent sur le plan national, là, ils défilent bannière en tête, les uns derrière les autres, peut-être ils cherchent un peu à se placer les premiers sur les rangs, mais enfin, ils sont là ! Il y a aussi le curé, le maire, toutes les personnalités, les commerçants qui sont des gens pas tellement habitués à défiler bannière au vent et surtout derrière celle du PCF et de la CGT, eh bien, ils l'ont fait ! Ils y étaient !

Cette manifestation sur Montpellier, on la voulait pour arrêter les licenciements que nous sentions : c'était le 12 janvier 1977... En janvier 1979, après l'annonce de cinquante licenciements, le 12 janvier, nous avons frété un train et toute la population est venue manifester à Alès. On était au moins 1 400, c'est sûr ! Car il y avait 1 003 places louées dans le train et en plus, il y avait les voitures.

C'était remarquable, en ville seuls restaient les vieillards, les femmes qui ne pouvaient pas quitter leurs jeunes enfants et ceux qui ne pouvaient se déplacer : c'est plus d'une personne

sur cinq qui est venue !

Quand le patron a annoncé ces cinquante licenciements, on venait d'en annoncer 20 000 dans l'Est et le Nord et il comptait que ça passerait inaperçu et nous devions créer l'événement : c'est pour ça que nous l'avons séquestré vingt-quatre heures, le 10 janvier 1979. C'est pour ça aussi que nous avons lancé la grève illimitée et que nous avons fait le plus de bruit possible.

### VALLOUREC LE POU MON DE BESSEGES

*HR : L'inspection du travail a refusé ces cinquante licenciements, quelle est la situation actuellement ?*

Le délégué CGT : D'abord, Vallourec a fait appel au ministre, il est à craindre que le ministre fasse comme pour Allia-Doulton (à Alès) où les 132 licenciements avaient été refusés par l'inspection du travail mais le ministre en a autorisé 72. Mais notre dossier est meilleur. De toute façon, Vallourec prépare une nouvelle vague de licenciements qui sera plus importante et mieux étayée juridiquement.

— Sur le plan de l'usine, il y a une politique commerciale qui vise à la liquidation : systématiquement, on retarde d'un à deux mois le délai de livraison demandé par le client.

— Il y a aussi des arrêts d'atelier, comme par exemple le « décapage », c'est uniquement pour créer un « excédent » d'emplois, il y aura le personnel et pas les emplois... pareil pour l'atelier des tubes inoxydables...

— De plus, l'employeur s'emploie à créer un état d'esprit comme quoi il est prêt à faire quelque chose, mais qu'il faut licencier, alors il fait faire des études en bureau de dessin qui ne servent à rien, tout ça pour tenter de faire croire aux travailleurs que le PDG ne veut pas fermer l'usine.

Nous, on affirme catégoriquement que cette usine va fermer ! Nous n'avons pas le droit de cacher la vérité à nos camarades. Vallourec, c'est le poumon de Bessèges, si Vallourec ferme, il ne reste plus rien dans le canton de Bessèges. Ce qui nous aide beaucoup, ce sont les articles de presse qui mobilisent la population autour de nous et surtout ceux de Chabrol dans le Monde car vous savez, cinquante bonshommes qu'on licencie à Bessèges, où c'est ça Bessèges ? Les gens ne connaissent pas. Ça a été notre moyen de sortir de Bessèges.

\*Les intertitres sont de la rédaction.